

Témoignage d'un professionnel

"Mon sujet concerne la question de la maltraitance..."

Mon sujet concerne la question de la maltraitance que le gouvernement, éloigné de la question, n'étant pas en contact direct avec le sujet, mais simplement aux faits qui lui sont rapportés par les professionnels, les familles et que les établissements transparents en la question, nomme, pour avoir moins mal aux oreilles, « non-bienveillance ».

Ce sujet rassemble les autres points et témoignages poignants des familles.

Je souhaite apporter mon total soutien aux familles victimes collatérales de ces maltraitances banalisées, niées, normalisées, cachées par ces structures dont le seul enjeu reste celui du prix de journée et de leur agrément à ne pas perdre au profit d'une autre association qui viendrait les "aspirer".

Il est inutile de vous évoquer les instances de contrôles dont l'inertie n'est plus à démontrer ou leurs timides interventions qui ne se limitent qu'à des simples recommandations, invoquant le fait de ne pas vouloir fermer l'établissement pour éviter de maltraiter les personnes vulnérables. Quelle ironie, on préfère les laisser dans ces établissements dysfonctionnels plutôt que de les mettre dans d'autres lieux moins maltraitants.

D'autres enjeux sont bien sûr présents comme les enjeux politiques et les accointances connues.

Je vous saisis en tant que professionnel du médico-social qui exerce son métier et passion depuis presque 30 années. Je me suis toujours positionné face à la maltraitance en refusant d'être complice actif ou passif. J'ai moi-même failli être maltraitant par ignorance, mais j'ai eu cette chance, dans mon parcours, de travailler avec des salariés engagés, passionnés, impliqués, motivés, qui vous transmettent cette passion qui ne vous quitte plus malgré les attaques, les brimades, les injures, les menaces, les intimidations et bien d'autres actions nocives, pour avoir dit non à la maltraitance et d'avoir osé la dénoncer à l'extérieur.

Dénoncer des brimades, des insultes, des passages à tabac, des privations, des vols d'effets des résidents, des bassins fracturés, des pieds cassés, des bleus, des griffures, des claques, des enfermements, des agressions sexuelles, des erreurs de traitements, usage abusif de neuroleptiques, etc... vous coûtera très cher hélas.

Nous sommes nombreuses et nombreux à l'avoir subit et le subir encore en 2020.

L'établissement et (ou) l'Association incriminée vous isole, vous intimide, vous harcèle...

Elle vous garantit de ne plus jamais retrouver de travail dans le secteur et partout en France. Les salariés vous isolent, vous culpabilisent, vous disent que ça ne sert à rien de dénoncer, que partout c'est pareil, qu'ils ont un loyer à payer, que tu vas leur faire perdre leur travail...

L'administration vous ignore et ou minimisera les faits.

L'Administration judiciaire ignorera vos plaintes et vous vous retrouvez poursuivis pour diffamation et dénonciation calomnieuse malgré un dossier à charge de ces employeurs, les rares familles qui osent se positionner le font mais en cachette pour éviter les phrases de types : " si vous n'êtes pas contents reprenez votre enfant, adulte etc.. » ;

Les places sont rares ailleurs...

30 ans de positionnement éthique m'ont valu d'être criminalisé, diffamé, isolé, black-listé, injurié, pour avoir fait mon devoir, de dénoncer les maltraitantes et de n'avoir jamais été résigné malgré des propositions de promotion, malgré le fait de ne plus pouvoir travailler et de tout perdre, et de se retrouver sans logement, sans ressources...

Et si c'était à refaire je le referais encore et encore car c'est ancré en moi, cela fait orage de mon identité mais mon métier reste une passion que j'exerçais comme un plaisir malgré les difficultés qui sont de plus en plus lisibles et visibles de nos jours.

D'autres Lanceurs d'alerte, ou vigi-citoyens continuent de porter le drapeau de la bienveillance et se retrouvent seuls, isolés, en arrêt maladie, en plein burn-out et dont certains hélas passent à l'acte pour faire cesser cette souffrance que ce système d'omerta étouffe coûte que coûte.

Alors svp, vos enfants, vos adultes, vos frères et sœurs n'ont et ne seront jamais pour nous de simples prix de journées, de simples handicapés, mais des personnes singulières uniques comme ces lanceurs d'alerte qui passent leur vie entière à la donner à combattre ces injustices,

Alors osons et profitons de ces temps de changements que la COVID nous impose pour construire et dire non-ensemble à ces maltraitantes qui tuent en silence, résidents, enfants, adultes, parents, salariés.....

Je souhaite le meilleur à chacun et pour une fois, je vais me souhaiter ainsi qu'à tous ces lanceurs d'alerte une meilleure année à venir et la santé pour continuer leur engagement pour ne jamais faillir.

Vous souhaitez réagir, envoyer un commentaire ou prendre contact avec l'auteur de ce texte, écrivez à andephi@orange.fr.